

Dieuze

Usine d'embouteillage d'eau: un accord de vente mais trois conditions suspensives

Feu vert pour la vente des terrains permettant de construire l'usine d'embouteillage d'eau à Dieuze. Avec quelques nuances orangées car une des conditions suspensives de cette vente reste assez trouble et nécessite une entente cordiale entre Dieuze et la communauté de communes du Saulnois (CCS).

Le projet d'usine d'embouteillage d'eau de la société Alma vient de connaître un nouveau développement. Lors du dernier conseil communautaire de la communauté de communes du Saulnois (CCS), il s'agissait en effet de se prononcer sur la vente de terrains, à un peu plus de 5 hectares, dans la zone communautaire de Dieuze, à côté du forage F5 au lieu-dit Rond Pré, pour 320 646 € HT.

En novembre 2025, l'assemblée communautaire avait désapprouvé cette vente. Ce qui laissait à l'association Eau Secours Saulnois un peu d'espoir. Lors de la présentation à huis clos par la société Alma de son projet, il était apparu que la réduction du bail emphytéotique

entre la commune de Dieuze et la Sté Alma pour la mise à disposition du terrain et du forage F5 serait de nature à rassurer les élus communautaires.

Le projet de vente présenté était donc assorti de trois conditions suspensives. Jérôme End, le président de la CCS, avait prévenu qu'après deux débats tenus à huis clos (25 juin et 17 décembre 2025), il ne laisserait que trois minutes pour s'exprimer sur chaque condition.

La première condition était donc de proposer un bail de 50 ans maximum, renouvelable dans la limite de 99 ans, à la demande du preneur et sans possibilité de s'y opposer en cas d'exploitation effective du forage.

Pierre Canteneur, maire d'Haboudange, trouvait «qu'il serait plus raisonnable de proposer un bail de 30 ans. [...] On n'a pas le droit de s'engager sur trop de générations». Sachant que dans cinquante ans, la plupart des conseillers communautaires ne seront plus de ce monde. Cette condition a été adoptée à la majorité.

La deuxième condition visait à «donner un tempo» en laissant trois ans à Alma pour obte-



«Tout prendre aujourd'hui, c'est leur voler demain» : les messages d'Eau Secours Saulnois n'ont pas été entendus par la majorité des élus communautaires. Photo Philippe Besancenet

nir un permis de construire, et trois ans de plus, après cette obtention, pour achever les travaux. Cette condition a également été adoptée.

Une condition trouble

La dernière condition concernait le retour financier pour le territoire, tant pour la commu-

ne de Dieuze que la CCS. Les deux entités ne doivent pas subir de pertes financières liées à l'activité (comme la dégradation de la voirie) et ni l'une ni l'autre ne doit tirer un avantage excessif au détriment de l'autre.

C'est la condition suspensive la plus floue proposée puisque ni les gains ni les charges nouvelles ne sont connus aujourd'hui.

Elle nécessite également une parfaite entente entre Dieuze et la CCS. «La vente est conditionnée à ce qu'on ait un paysage clair [...] Vous aurez le temps de la réflexion», promettait Jérôme End.

«Je veux bien partager mais à la même hauteur que la CCS aidera sur la construction du forage, son entretien annuel et sur des projets de territoire comme le gymnase», répondait en substance Jérôme Lang, le maire de Dieuze. Cette dernière condition suspensive a également été adoptée. Ces trois conditions suspensives ont été ajoutées à la délibération finale concernant la vente de terrain. Un vote à «zappette secrète» a été réclamé avant de se prononcer «pour», à nouveau à la majorité.

«Notre eau du robinet ne pollue pas les océans, n'émet pas de gaz à effet de serre pour son transport», a opposé avec ferveur Bernard Louis, 12^e vice-président, délégué au Développement durable, contre le projet.

● Philippe Besancenet

L'association Eau Secours Saulnois réclame «la fin de l'eau en bouteille»

Une quarantaine de personnes ont manifesté paisiblement devant la salle de la Délivrance à Dieuze, ouverte pour accueillir le conseil communautaire. L'association Eau Secours Saulnois protestait contre la vente de terrains à la société Alma. Maxime Noirjean, son président, réclame l'abandon de tous les projets d'embouteillages et qu'on s'occupe plutôt d'approvisionner les communes du territoi-

re qui ont des problèmes de qualité d'eau (nitrates notamment). L'association fait partie de la Coalition Stop Embouteillage et manifestera à Nancy dans le cadre du procès Nestlé Waters (décharges sauvages).

30 000 ans d'âge

Le forage F5, qui alimentera l'usine d'embouteillage d'eau, plonge dans la nappe des grès du Trias inférieur (GTI). Dans un rapport de 2010, le Bureau

de recherches géologiques et minières notait que les GTI, première ressource en eau souterraine de la Lorraine et du bassin Rhin-Meuse (Alsace comprise), sont «intensément exploités» pour l'alimentation en eau potable, en eau industrielle et l'embouteillage, et que «le niveau piézométrique de leur nappe captive diminue régulièrement». L'âge de ses eaux varie de 3 000 à plus de 30 000 ans, ce qui implique

des vitesses d'écoulement faibles. Deux zones de recharge existent : la «montagne et ses massifs de grès» et une zone correspondant au bassin houiller (avec les potentielles contaminations que cela implique). Néanmoins, «depuis l'arrêt des exhaustes minières en 2006, la nappe des GTI se reconstitue lentement, si les prélèvements n'évoluent pas significativement», note le BRGM.